

em

timor-leste

a paz é possível



EXÉCUTIONS SOMMAIRES AU TIMOR-ORIENTAL

Des exécutions sommaires au Timor-Oriental sont régulièrement signalées par des organisations humanitaires qui suivent la situation dans cette colonie portugaise envahie par l'Indonésie en 1975.

La difficulté à obtenir des informations précises sur ces cas ne tient pas seulement à la difficulté de les faire sortir d'un territoire occupé militairement et isolé du reste du monde depuis 12 ans; elle résulte aussi de la destruction de la plupart des structures sociales antérieures à l'invasion et des restrictions imposées à celles qui subsistent, du déplacement et dispersion des populations et, enfin, du climat de terreur provoqué par les exécutions elles-mêmes.

Les chiffres sur le nombre de morts survenues depuis l'invasion sont extrêmement élevés en rapport avec la population totale. Amnesty International, avec la prudence qui la caractérise, a retenu le chiffre de 200.000 morts sur une population proche de 700.000 habitants en 1975. La plupart de ces morts auront été des victimes de la guerre et de ses conséquences directes (famine et maladies), mais beaucoup aussi sont le résultat d'exécutions sommaires.

Les exécutions ont commencé le jour même de l'invasion, lorsque des dizaines de personnes ont été alignées sur le quai du port de Dili de façon que leurs corps, atteints par les balles, tombent directement dans la mer. Elles se poursuivent jusqu'à maintenant; un des derniers cas étant celui de 17 hommes tués à coups de baionnettes à ILIOMAR, à la fin du mois de février 1987.

En représailles pour une action de la résistance survenue en décembre de l'année précédente le Commandant du Bataillon Zipur 9 fit se rassembler la population de ILIOMAR devant le Poste Administratif et 17 de ses soldats armés de baionnettes massacrèrent 17 hommes de la population, parmi lesquels:

JAIME DA COSTA, 27 ans, originaire de TIRILOLO et nommé chef du Poste (CAMAT) par les indonésiens aux-mêmes, et

MARTINHO HORNAI, 36 ans, originaire de MALUHIRO-KAENLIU, et chef traditionnel (RAJA).

Entre ces deux dates extrêmes les massacres, individuels ou collectifs, n'ont jamais cessé. Des centaines de cas avaient déjà été recensés avec noms des vic-times, date et lieu de l'exécution; le Commandant-en-chef de la résistance timoraise, Xanana Gusmão, a élaboré une longue liste de 955 victimes d'exécutions sommaires entre 1976 et 1986, dans une région grossièrement délimitée par les villes de BAUCAU, VIKEKE, ILIOMAR et LOSPALOS. Il cite les noms, âges, lieux d'origine de victimes, la date et le lieu de l'exécution et aussi l'unité militaire responsable du massacre.

Beaucoup d'autres massacres collectifs ont été signalés, citons-en quelques uns confirmés par des sources religieuses:

- CRÁRAS, le 7 septembre 1983, 200 victimes dont des vieillards, infirmes et enfants en bas-âge brûlés vifs dans leurs pailletes,
- MALI-MALURO, le 17 septembre 1983, 60 victimes, écrasées par les chenilles d'un bulldozer,
- WE-TUKU, septembre 1983, 700 victimes mitraillées, 1 survivant,
- PÓROS et MUÁPITINE, 13 novembre et 6 décembre 1983. Dans chaque cas cinq personnes ont été massacrées devant la population réunie; par le Bataillon 745 à PÓROS, par des responsables civils timorais obligés de faire cette sa-le besogne sous menaces pour leur propre vie à MUÁPITINE,
- HAUBA, 14 février 1984, une centaine d'hommes,
- LEOMA, juin 1984, une centaine d'hommes et garçons,
- BAUCAU, juillet 1984, dix personnes exécutées sur l'aéroport par les bé-rêts rouges,
- ILIOMAR, novembre 1984, 29 personnes arrêtées entre le 17 et le 26 novem-bre et exécutées en 5 groupes.

Mgr. Belo a dénoncé le massacre de BAUCAU au journal australien 'The Age' du 17 juillet 1984, il a aussi déclaré avoir vu l'endroit des fosses collectives de CRARAS et fait allusion aux massacres de ILIOMAR et MUÁPITINE dans une lettre du 16 février 1984 à son prédécesseur:

"À MUÁPITINE et ILIOMAR il y a eu des jugements populaires, ceux qui sont accu-sés de contacts avec la résistance ont été assassinés devant la population, à coups de couteaux, de coupe-coupe et de bâtons, et par leurs propres parents... et le Bapak (autorité militaire indonésienne) rit et se frotte les mains, disant

qu'il n'est pas coupable... Je vous demande Monseigneur de continuer à prier pour nous et à faire appel au monde libre pour qu'il ouvre les yeux devant les barbarités dont les indonésiens sont capables."

Des membres du clergé ont confirmé les massacres de HAUBA, LEOMA et CRÁRAS. Selon ces sources la population de CRÁRAS déplacée et enfermée dans le camp de KLALEREK-MUTIN après la destruction de CRÁRAS s'est trouvée réduite à 1983 personnes, 1278 ayant été tuées dans des circonstances qui ne sont pas toutes éclaircies.

Les informations incomplètes dont nous disposons permettent toutefois d'affirmer que la pratique des exécutions sommaires est largement utilisée au Timor-Oriental depuis déjà 12 ans.

'A PAZ É POSSÍVEL EM TIMOR-LESTE'
Lisbonne, Août 1987.